

Accord collectif du 6 décembre 2023

portant fixation des salaires minima hiérarchiques des Ouvriers des Travaux Publics pour 2024 applicable en Nouvelle-Aquitaine

Entre :

- ➔ La Fédération Régionale des Travaux Publics de Nouvelle-Aquitaine,
- ➔ La Chambre Nationale de l'Artisanat des Travaux Publics et du Paysage (CNATP),

d'une part,

ET :

- ➔ Les centrales syndicales signataires ci-après

d'autre part,

Dans le cadre de la délégation prévue par l'article 3.2 de l'accord du 23 mai 2018 relatif à la mise en place de la commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation (CPPNI) dans les Travaux Publics, il a été convenu ce qui suit :

Article 1

Cet accord est applicable aux Ouvriers des entreprises de Travaux Publics situées dans la région Nouvelle-Aquitaine dans ses limites territoriales en vigueur au 1er janvier 2016.

Les salaires minima hiérarchiques annuels fixés sur la base de 35 heures par semaine ou 35 heures en moyenne sur l'année des positions de la classification des Ouvriers des Travaux Publics pour 2024 sont les suivantes :

Niveaux	Positions	<u>Coefficients</u>	Salaires minima hiérarchiques Année 2024 Base 35 heures
I	1	100	22 560€
I	2	110	23 054€
II	1	125	23 546€
II	2	140	26 230€
III	1	150	28 091€
III	2	165	30 358€
IV		180	33 106€

Aucun salaire ne peut être inférieur au salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) en vigueur.

Article 2

En application de l'article L. 3221-2 du Code du travail, il est rappelé que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 3

Le présent accord sera déposé, en deux exemplaires, une version papier et une version électronique à la **Direction Générale du Travail - dépôt des accords collectifs - 39/43 quai André Citroën 75902 PARIS Cedex 15** et à l'adresse depot.accord@travail.gouv.fr, conformément à l'article D.2231-2 du Code du travail. Un exemplaire sera également déposé auprès du greffe du conseil des prud'hommes de Bordeaux.

Article 4

Les parties au présent accord rappellent qu'il a pour objet de fixer les salaires minima hiérarchiques applicables à l'ensemble des salariés Ouvriers des entreprises de Travaux Publics couverts par son champ d'application. Compte tenu du caractère intrinsèquement général des salaires minima hiérarchiques, cet accord ne nécessite pas d'adaptation pour les entreprises de moins de 50 salariés.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère chargé du Travail conformément aux dispositions des articles L. 2261-15 et suivants du Code du travail.

Article 6

Chacune des parties citées à l'article L. 2261-3 du Code du travail pourra adhérer au présent accord .

La déclaration d'adhésion devra être notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception aux signataires du présent accord et sera déposée selon la procédure prévue à l'article D. 2231-8 du Code du travail.

Fait à Bruges, le 6 décembre 2023

En 9 exemplaires.

Pour la Fédération Régionale des Travaux Publics de Nouvelle-Aquitaine,

Pour la Chambre Nationale de l'Artisanat des Travaux Publics (CNATP)

Nom, prénom et signature

Pour l'Union régionale Construction & BoisCFDT Nouvelle-Aquitaine (CFDT)

Nom, prénom et signature

Pour l'Union régionale BATI-MAT-TP CFTC (CFTC)

Nom, prénom et signature

Pour le Syndicat FO Construction (FO)

Nom, prénom et signature

Accord collectif du 4 décembre 2023
portant fixation des salaires minima hiérarchiques des
Ouvriers des Travaux Publics pour 2024 applicable en
Occitanie

Entre :

- Fédération Régionale des Travaux Publics Occitanie,
- La Chambre Nationale de l'Artisanat des Travaux Publics et du Paysage (CNATP),

d'une part,

ET :

- Fédération Nationale des Salariés de la Construction et du Bois – CFDT
- Fédération BATI-MAT-TP-CFTC
- Fédération Générale Force Ouvrière Construction (FR-FO)

d'autre part,

Dans le cadre de la délégation prévue par l'article 3.2 de l'accord du 23 mai 2018 relatif à la mise en place de la commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation (CPPNI) dans les Travaux Publics, il a été convenu ce qui suit :

Article 1

Cet accord est applicable aux Ouvriers des entreprises de Travaux Publics situées dans la région Occitanie dans ses limites territoriales en vigueur au 1er janvier 2016.

Les salaires minima hiérarchiques annuels fixés sur la base de 35 heures par semaine ou 35 heures en moyenne sur l'année des positions de la classification des Ouvriers des Travaux Publics 2024 sont les suivantes :

Niveaux	Positions	<u>Coefficients</u>	Salaires minima hiérarchiques Année 2024 Base 35 heures
I	1	100	22 481 €
I	2	110	22 828 €
II	1	125	23 884 €
II	2	140	26 500 €
III	1	150	28 251 €
III	2	165	30 624 €
IV		180	32 933 €

Aucun salaire ne peut être inférieur au salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) en vigueur.

Article 2

En application de l'article L. 3221-2 du Code du travail, il est rappelé que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 3

Le présent accord sera déposé, en deux exemplaires, une version papier et une version électronique à la **Direction Générale du Travail - dépôt des accords collectifs - 39/43 quai André Citroën 75902 PARIS Cedex 15** et à l'adresse depot.accord@travail.gouv.fr, conformément à l'article D.2231-2 du Code du travail. Un exemplaire sera également déposé auprès du greffe du conseil des prud'hommes de Toulouse.

Article 4

Les parties au présent accord rappellent qu'il a pour objet de fixer les salaires minima hiérarchiques applicables à l'ensemble des salariés Ouvriers des entreprises de Travaux Publics couverts par son champ d'application. Compte tenu du caractère intrinsèquement général des salaires minima hiérarchiques, cet accord ne nécessite pas d'adaptation pour les entreprises de moins de 50 salariés.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère chargé du Travail conformément aux dispositions des articles L. 2261-15 et suivants du Code du travail.

Article 6

Chacune des parties citées à l'article L. 2261-3 du Code du travail pourra adhérer au présent accord.

La déclaration d'adhésion devra être notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception aux signataires du présent accord et sera déposée selon la procédure prévue à l'article D. 2231-8 du Code du travail.

Fait à Lézignan, le 4 décembre 2023

En 15 exemplaires.

Pour la Fédération Régionale des Travaux Publics Occitanie (FRTP)

Pour la Chambre Nationale des Artisans des Travaux Publics et du Paysage (CNATP)

Fédération Nationale des Salariés de la Construction et du Bois – CFDT

Fédération BATI-MAT-TP-CFTC

Fédération Générale Force Ouvrière Construction (FR-FO)